



L'HÉTAIRIE

Le combat des idées à gauche

Le jour où l'Europe manqua de basculer

Par Alexandre RIOU

Chef du pôle Europe et International

Vendredi le 2 avril dernier, la Fédération de Russie mobilisait des dizaines de milliers de soldats (jusqu'à 120 000 selon toute vraisemblance) et de chars ainsi que des centaines d'avions le long de sa frontière commune avec l'Ukraine. Ces chiffres ne comptaient d'ailleurs pas les dizaines d'avions de combat massés en la Crimée annexée.

Alors que le front est figé depuis l'invasion du Donbass par la Russie en 2014 (officiellement par des milices soutenues par Moscou, les fameux « soldats en vacances »), d'aucuns pensaient que cette stratégie du « pourrissement » allait perdurer. Or la Russie a semblé vouloir passer à la vitesse supérieure et récupérer par la force des territoires qu'elle estime siens, en violation du droit international et notamment du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Même si à la fin avril, le Kremlin annonçait la fin de ses exercices militaires frontaliers de l'Ukraine, nous ne devons pas nous montrer naïfs.

Car la Fédération de Russie, sous la houlette de Vladimir Poutine, rêve nuit et jour de recouvrer les anciens territoires de la Russie tsariste ou de

l'URSS. Un rêve impérialiste difficilement acceptable, d'autant que l'histoire nous a enseigné que certaines faims ne sont jamais rassasiées. De fait, le pays s'érige en déstabilisateur des relations internationales.

D'ailleurs, la Russie a ouvert un nouveau front au cœur même de l'Union européenne : en République tchèque. En effet, le 24 avril dernier, les services de renseignement tchèques apportaient de nouvelles révélations concernant l'explosion d'un dépôt de munitions à Vrbětice en 2014, incriminant des agents des services secrets russes et des membres du « commando 29155 », un groupe créé sous l'URSS pour agir sur les territoires extérieurs en y menant des actions violentes. Une situation extrêmement grave qui nous rappelle la présence importante d'agents du renseignement russe (GRU-FSB) dans les pays de l'Union européenne (en Bulgarie et en Italie par exemple), indicateur hélas révélateur de la montée en puissance de leurs objectifs de déstabilisation au sein de l'UE.

En réaction à ces révélations, la Tchéquie a d'abord expulsé 18 diplomates russes, ce à quoi, en violation des règles de la réciprocité diplomatique, le Kremlin a répondu par

*Un rêve
impérialiste
difficilement
acceptable,
d'autant que
l'histoire nous a
enseigné que
certaines faims
ne sont jamais
rassasiées*

20 renvois. De fait, les autorités Tchèques ont haussé le ton en expulsant 63 diplomates russes à la fin du mois de mai afin « d'équilibrer » le nombre de diplomates tchèques en Russie avec celui en République tchèque. Les « diplomates Russes » ont alors quitté la République tchèque par avion spécialement affrété par Moscou. En solidarité avec la République tchèque, la Slovaquie et les pays baltes ont aussi expulsé des diplomates russes de leurs territoires respectifs.

Les prurits se multiplient d'ailleurs, comme en atteste l'acte de piraterie étatique opéré par la Biélorussie sur un avion de ligne européen [mettre la date]. Or la Russie a implicitement soutenu l'acte en refusant les contournements de la Biélorussie dans les plans de vol des appareils de l'UE pour rallier la Russie.

Ces tensions récurrentes doivent nous rappeler la poudrière permanente sur laquelle nous reposons. Or, la moindre étincelle pourrait entraîner une déflagration aux conséquences terribles même si nous ne pouvons en permanence, au prix de renoncements et de sacrifices, atténuer des brasiers ou désamorcer des crises suscitées par la Russie. Emmanuel Macron évoquait, en avril dernier, des « lignes rouges » que la Russie ne devrait franchir sous peine de nouvelles sanctions. En réponse, lors de son discours aux deux chambres du Parlement Russe, Vladimir Poutine haussait le ton, en menaçant d'une « réponse rapide et dure aux provocations », avant de nuancer

quelque peu par la suite. La Fédération de Russie aime à souffler le chaud et le froid régulièrement pour rappeler la force qui est la sienne et son statut de grande puissance.

Plusieurs options devraient être étudiées à brève échéance par les Européens :

- Proposer aux Russes une conférence pour la paix afin de régler définitivement la situation en Ukraine et d'assurer la sécurité et la souveraineté pleine et entière du pays.

- Activer le système de sanctions diplomatiques européennes en expulsant dans chaque pays européen des diplomates russes en cas de nouvelle provocation.

- Appliquer immédiat une réponse militaire en cas de violation du territoire d'un Etat souverain pour signifier très clairement que la France épaulée d'autres Etats membres de l'Union européenne ne resteront pas inactifs.

- A cette fin, convoquer une conférence d'états-majors des 27 pays de l'Union européenne à laquelle seraient conviés à se joindre le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Cette mesure historique indiquerait très clairement la détermination du Vieux-Continent à faire cesser cette menace permanente à ses frontières extérieures.

Le défi russe, outre la conflagration qu'il peut induire, oblige l'Union européenne à sortir torpeur et à

s'imposer comme la grande puissance politique qu'elle doit être. Lors de cette séquence, le pire a certes été évité, mais une politique diplomatique ne peut reposer sur la chance.